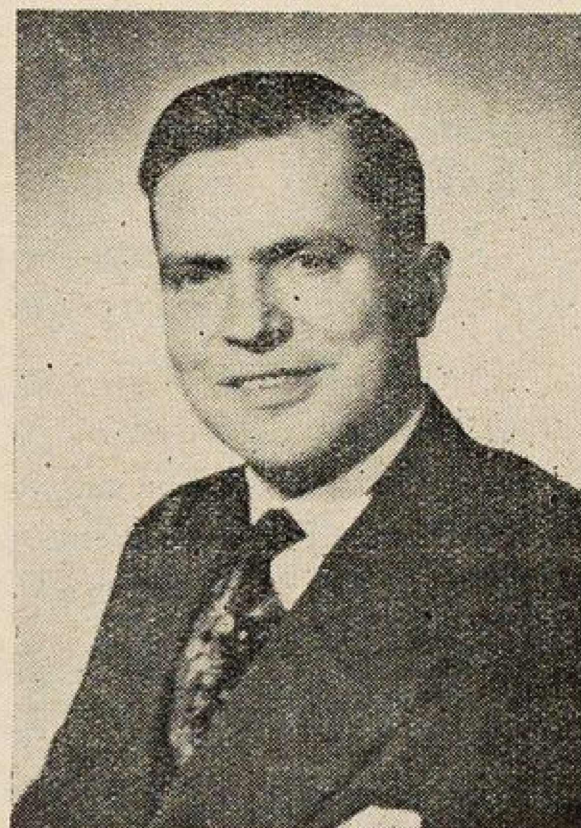
2e Circonscription de Maine-et-Loire

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

SCRUTIN DU 23 NOVEMBRE 1958

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,



Lorsque le 13 Mai dernier, le Général de Gaulle, répondant à l'appel de la Nation, accepta de balayer les ruines accumulées par une République qui n'était plus soutenue que par ceux qui en vivaient, un immense espoir est né dans la France entière.

Il ne faudrait pas que cet espoir si manifestement exprimé lors du Référendum, alors qu'il s'agissait de tailler en pièces une Constitution qui livrait le pays aux Politiciens, devienne demain, déception par l'élection à la Chambre des députés DES FOSSOYEURS OU DES PROFITEURS DU RÉGIME DÉFUNT.

Une constitution, si bonne soit-elle, ne vaut que par les hommes qui sont chargés de l'appliquer et c'est pourquoi, parmi de nombreux concurrents qui sollicitent vos suffrages, il vous appartient de fixer judicieusement votre choix.

En ce qui me concerne, désireux d'être le seul maître de mes actes, voulant, demain, devant le problème qui intéresse la collectivité, n'écouter, comme je l'ai fait toujours dans le passé, que la voix de ma conscience, JE N'AI DEMANDÉ L'INVESTITURE D'AUCUN PARTI.

Je me présente devant vous SANS APPUI POLITIQUE, animé seulement du désir ardent à l'heure où tant de misères se cachent dans certains foyers et où tant d'appétits égoïstes se dissimulent dans d'autres, d'être efficace.

QUE VEULENT LES FRANÇAIS ?

Ce que veulent les Français ? Retrouver dans une vie normale cet équilibre que, depuis longtemps ils n'ont plus, alors qu'aujourd'hui encore ils subissent les lois, les décrets et les ukases des dirigeants d'hier.

Agriculteurs, industriels, commerçants, artisans, fonctionnaires vos intérêts sont solidaires car vous avez été victimes de **cet ogre omnipotent** et insatiable, entretenu par les politiciens et qu'on appelle **l'Etat.**

C'est l'Etat par ses transports trop chers, ses impôts abusifs qui fait doubler le prix de la vie et empêche la juste rémunération des travailleurs.

Ce que veulent les Français ? La **sécurité dans le travail** et la possibilité pour la jeunesse de fonder un foyer, de le faire vivre et de garder dans le cadre du métier organisé, l'espoir d'un avenir meilleur.

Ce que veulent les Français ? Ils veulent cette **liberté effective dans tous les domaines** qu'ils ressentent profondément et pour qui nos pères n'ont pas hésité de mourir.

QUE FAUT-IL ?

Une collaboration nécessaire et indispensable afin de donner à tous ceux qui travaillent un sort meilleur. Producteurs et consommateurs patrons et ouvriers sont **victimes d'un système** où les efforts des premiers au lieu de bénéficier aux seconds, sont accaparés **par l'Etat** et les parasites qui vivent à son crochet.

Un Changement de politique : Une monnaie stable exige un **budget en équilibre...** Le budget de la France ne l'est pas. Ce sont les excès de la fiscalité qui ont ruiné l'agriculture, le commerce et l'artisanat, qui asphyxient l'industrie, qui développent la vie chère et détruisent l'équilibre nécessaire entre la production et la consommation.

C'est la cause de la misère des villes, c'est la raison du marasme des affaires et des difficultés de la campagne.

QUE FAIRE ?

Au point de vue financier : Alléger les charges de l'Etat, débarrasser la fiscalité de tous les abus, supprimer les impôts facteurs de vie chère, ceux qui transforment les contribuables en collecteurs du fisc.

Au point de vue agricole : Redonner aux agriculteurs la confiance qu'ils n'ont plus dans une profession qui est vitale pour la France ; rendre la jeunesse agricole fière de son métier, éviter son exode et la maintenir sur place en lui permettant de **vivre normalement de son travail.**

Au point de vue artisanal et industriel : Favoriser les entreprises privées si petites soient-elles afin d'amorcer la prospérité indispensable à tous et à chacun.

Au point de vue social : Maintenir et développer les lois sociales actuelles en évitant tout gaspillage, faciliter aux jeunes par **la création d'industries nouvelles** l'accès à un emploi, de nos jours, de plus en plus difficile ; donner enfin aux **vieux travailleurs** que la montée du coût de la vie réduit à la misère, non pas l'aumone que l'Etat, principal responsable de cette montée, leur accorde parcimonieusement, mais **la vie digne** dûe aux bons serviteurs de la Patrie.

Au point de vue politique étrangère : Soutenir qui nous soutient et fermer notre porte et notre bourse à ceux qui nous combattent !

Ainsi, mes chers concitoyens, la France retrouvera sa place, son activité industrielle, agricole et commerciale et tous les Français auront chez eux du travail et du pain.

PROMETTRE ? NON, MAIS AGIR

Adversaire de ces promesses qui, dans le passé n'ont toujours eu que le but de piper vos suffrages et m'étant rendu compte comme vous-mêmes d'ailleurs que les paroles, surtout lorsqu'elles coulent à flots, s'envolent, j'aurai la loyauté de ne m'engager que dans une seule voie : celle de l'action.

Vivant au milieu de vous, il n'est aucun problème qui vous intéresse, si je suis votre élu, que je n'essaierai de résoudre. Et c'est parce que je veux y apporter une solution, que je prends l'engagement, d'ouvrir une permanence à Angers et dans chaque canton, comme je le fais déjà à Chemillé, afin de n'oublier aucune commune, si petite soit-elle. Ainsi je connaitrai vos soucis vos peines et vos difficultés et pourrai-je m'efforcer d'y remédier.

Mon suppléant prend les mêmes engagements, voilà pourquoi j'ai choisi un ami intime, sans m'occuper d'un savant dosage.

MES CHERS CONCITOYENS

Le geste que vous allez accomplir le 23 Novembre aura sur notre avenir et sur celui de notre patrie, une portée capitale.

Adversaires loyaux d'hier, sympathisants d'aujourd'hui, amis de toujours, ou de demain, j'ai confiance en vous.

Tous groupés **derrière le Général de Gaulle,** partisan de la paix à l'intérieure et à l'extérieur, désireux de voir se terminer la guerre d'Algérie, vous traiterez avec mépris les **caméléons de la Politique** et derrière les fossoyeurs de la IVe République en déroute, vous ferez le 23 Novembre flotter haut et victorieusement les trois couleurs de notre drapeau national.

HUBERT de POLIGNAC

Conseiller Général

IMP. BOURDILLEAU — CHEMILLÉ